



## Les Etats-Unis et l'UE intensifient les menaces de guerre contre la Russie au sujet de l'annexion de la Crimée

Par [Johannes Stern](#) et [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 21 mars 2014

[WSWS.org](#)

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [Ukraine](#)

Dans la poursuite de leur campagne bien préparée d'exploitation de la crise ukrainienne comme prétexte pour une vaste expansion des activités impérialistes en Europe de l'Est et en Eurasie, Washington et ses alliés de l'Union européenne (UE) ont réagi hier à l'annexion officielle de la Crimée par la Russie en exigeant un renforcement de la présence militaire qui placerait l'OTAN sur le pied de guerre contre Moscou pour une durée indéterminée.

S'exprimant hier devant le groupe de réflexion Brookings Institution à Washington, le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen a dit : « Mesdames et Messieurs, nous vivons dans un monde différent de celui qui existait il y a un mois... L'annexion de la Crimée au moyen d'un soi-disant référendum tenu sous la menace de fusils est illégale et illégitime. »

Sans les conséquences potentiellement catastrophiques des agissements de l'OTAN, les déclarations de Rasmussen auraient la caractéristique d'une farce grotesque. Rien de ce qu'il a dit n'a un quelconque rapport avec la réalité.

Présenter l'OTAN comme un opposant pacifique de l'agression de la Russie est une fraude politique. La population en majorité russe de la Crimée a voté à une écrasante majorité en faveur d'un rattachement à la Russie par crainte principalement des forces antisémites et antirusse que l'Occident a déchaînées en Ukraine lors du coup d'Etat organisé le 22 février par les fascistes à Kiev. Ce régime à présent aux commandes à Kiev fait appel au chauvinisme antirusse et repose sur la violence pour intimider ses adversaires.

Rasmussen énonce une politique qui consiste à continuellement attiser une hystérie de guerre contre la Russie dans le but d'isoler Moscou et de faire prendre un virage à droite significatif à la politique américaine et européenne. Cela veut dire un accroissement des dépenses militaires et de la présence militaire américaine en Europe, un continent d'ores et déjà en faillite suite à cinq années de coupes budgétaires et de mesures d'austérité.

Rasmussen a dit au *Washington Post* « il est clair que l'Europe doit investir davantage dans la défense et la sécurité. » Il a ajouté qu'un « grand nombre d'Européens souhaiteraient une réaffirmation de l'engagement américain pour la sécurité européenne... Les développements en Ukraine rappellent cruellement que la sécurité en Europe ne peut pas être considérée comme allant de soi, » a dit Rasmussen. « Nous devons nous concentrer sur l'impact stratégique à long terme que l'agression de la Russie a sur notre propre sécurité. »

Cette politique est étroitement coordonnée avec Washington. Avant de prononcer son discours, Rasmussen avait participé à un « dîner de travail » offert par le secrétaire américain à la Défense Chuck Hagel, ainsi que le secrétaire d'Etat John Kerry et la conseillère à la sécurité nationale, Susan Rice. Hagel est en train de préparer une réunion avec Business Roundtable (Table ronde des affaires), un très influent groupe d'affaires américain, pour discuter des dépenses militaires de l'Ukraine et des Etats-Unis.

Cette politique vise à transformer l'OTAN en une alliance militaire antirusse, disposant de postes avancés situés dans les anciens Etats soviétiques le long des frontières de la Russie, dans le cadre d'une campagne censée exercer une pression militaire permanente sur Moscou au risque de dégénérer en une guerre. Lors de ses propos prononcés devant des responsables des Etats baltiques à Vilnius en Lituanie, le vice-président américain, Joe Biden, a présenté les grandes lignes d'une politique visant à isoler militairement et à menacer la Russie. Il a eu également une conversation téléphonique avec le premier ministre du régime de Kiev, l'ancien banquier Arsejij Iatseniouk.

Biden a mis l'accent sur les amples garanties militaires que Washington offre aux régimes d'Europe de l'Est dans le cadre d'un renforcement de la présence militaire américaine dans la région, et qui implique des vols de surveillance au-dessus de la Pologne et de la Roumanie, le déploiement d'avions de combat en Pologne et dans les pays baltes ainsi que des exercices d'entraînement accrus dans la région.

Il a dit, « Nous sommes résolument solidaires de nos alliés baltes pour soutenir le peuple ukrainien et combattre l'agression russe. Tant que la Russie continuera sur cette sombre lancée, elle sera confrontée à un isolement politique et économique accru. »

Il a ajouté, « La raison de mon voyage dans les pays baltes est la réaffirmation de notre engagement commun de défense collective. Le président Obama a voulu que je vienne en personne pour montrer clairement ce que vous savez déjà, qu'en vertu de l'article 5 du Traité Atlantique-Nord, nous réagirons. Nous riposterons à toute agression à l'encontre d'un allié de l'OTAN. »

Conformément à l'article 5 du traité de l'OTAN, les Etats membres « conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre [eux] survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre [tous]. »

Ces décisions qui visent à attiser les tensions militaires reflètent un changement brutal significatif de la politique impérialiste qui trouve son expression la plus complète dans l'escalade des activités militaires de l'Allemagne, puissance qui, aux côtés des Etats-Unis, est la plus déterminée à provoquer une confrontation avec la Russie au sujet de l'Ukraine.

Les médias allemands ont lancé une campagne en faveur de dures sanctions économiques et d'une plus forte présence militaire contre la Russie. L'éditorial d'aujourd'hui du quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* demande à Obama de prendre « une leçon en matière de guerre froide », en déplorant que : « Le monde ne s'améliorera pas simplement parce qu'Obama tend la main à tout le monde. Et des crises du genre de celles en Syrie ou en Ukraine ne disparaîtront pas simplement parce qu'elles ennuient Obama. »

Le *Süddeutsche* fait l'éloge de l'OTAN comme étant « l'ossature d'un ordre international de base. Quiconque, comme l'Ukraine, n'appartient ni à l'OTAN ni vraiment à l'occident ou à l'orient, devient rapidement victime des appétits des autocrates voisins. Les Etats baltes et

la Pologne, d'autre part, peuvent être quasiment sûrs d'être à l'abri des Forces spéciales de Poutine. »

Pour le journal *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, la réaction de l'OTAN est loin d'être suffisante. Il se plaint en disant, « Poutine sait que l'OTAN ne représente pas une menace pour la Russie ; dans la crise de la Crimée, seules les îles Fidji auraient pu réagir avec encore plus de retenue que la direction de l'OTAN. »

On n'a pas vu, dans la presse allemande, un tel degré d'agressivité, de distorsions et de mensonges flagrants, depuis l'époque où Goebbels dirigeait le ministère de la propagande sous Hitler. Les médias soutiennent l'intensification des activités militaires allemandes que le président Joachim Gauck avait réclamée lors de la conférence sur la sécurité qui avait eu lieu à Munich au début de l'année.

La crise ukrainienne, dont l'instigation incombe en grande partie à la chancelière Angela Merkel et à d'autres figures clé de l'Etat allemand, fournit le prétexte à l'application d'une réorientation militariste soigneusement planifiée de la politique étrangère du pays.

Quasiment un mois jour pour jour, le 21 février 2014, le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), important groupe de réflexion de Washington, publiait un communiqué disant, « L'Allemagne est-elle prête à prendre les choses en main ? » Et d'expliquer: « Depuis plus d'un an, de hauts responsables allemands s'affairent soigneusement à préparer la voie pour un changement en faveur d'une politique étrangère et sécuritaire plus affirmée. »

L'analyse indiquait que le retrait de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, avait été nécessaire à la mise en œuvre de la nouvelle politique. Le CSIS accueillait aussi favorablement les signes survenus dans le « débat public » mené par les médias, à savoir l'interminable flot de propagande militariste, « qu'un nouveau consensus serait peut-être en train d'émerger au sein de l'élite allemande, » et exprimait le souhait qu'au « fil du temps, le public pourrait suivre. »

A présent, après que Berlin a joué un rôle de premier plan dans l'organisation du coup d'Etat mené le 22 février par les fascistes à Kiev, l'élite dirigeante allemande a pour la première fois le sentiment que le moment est venu de répudier la retenue militaire imposée à l'Allemagne après la fin de la Seconde Guerre mondiale et les crimes odieux commis par les nazis. Elle attise le conflit avec la Russie dans le but de reprendre son rôle traditionnel de puissance dominante d'Europe de l'Est.

Juste avant le sommet de l'UE qui se tient jeudi et vendredi à Bruxelles, le gouvernement allemand a approuvé l'Accord d'association de l'UE avec l'Ukraine qui, dans son préambule, vise à « intégrer progressivement l'Ukraine dans le marché intérieur de l'UE... et à soutenir les efforts de l'Ukraine pour accomplir la transition vers une économie de marché viable. »

En d'autres termes, Berlin et l'UE approfondissent leurs liens avec des fascistes avérés au sein du gouvernement ukrainien dans le but de transformer le pays en une plateforme de main-d'œuvre bon marché pour le capital financier européen et un poste avancé de l'UE et de l'OTAN pour des provocations militaires contre la Russie.

Johannes Stern et Alex Lantier

Articles Par : [Johannes Stern](#)  
et [Alex Lantier](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)